



28 juin 2012

# **Contrat de Partenariat pour la réalisation du Contournement ferroviaire de Nîmes- Montpellier**

## **Annexe 16 Assurances**





**Annexe 16. ASSURANCES****SOMMAIRE**

1	EXPOSE DES HYPOTHESES DE TRAVAIL .....	5
2	COMPREHENSION DES RISQUES ASSURABLES DU PROJET .....	7
3	SCHEMA GENERAL DE L'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE – MONTAGE PROPOSE .....	7
4	PROGRAMME DES ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE TITULAIRE	
4.1	Tous risques chantier & pertes Frais Financiers anticipées .....	9
4.1.1	Assurés .....	9
4.1.2	Nature des garanties .....	9
4.1.3	Sommes assurées / principales limites .....	10
4.1.4	Période d'assurance .....	10
4.1.5	Franchises .....	10
4.1.6	Principales couvertures .....	11
4.1.7	Principales exclusions .....	12
4.2	Responsabilité civile (periode construction de la ligne ).....	12
4.2.1	Assurés .....	12
4.2.2	Nature des garanties .....	13
4.2.3	Sommes assurées / limites .....	13
4.2.4	Période d'assurance .....	13
4.2.5	Franchise .....	13
4.2.6	Principales couvertures .....	13
4.2.7	Principales exclusions .....	13
4.3	Responsabilité civile (periode de fonctionnement de la ligne).....	14
4.3.1	Assurés .....	14
4.3.2	Nature des garanties .....	14
4.3.3	Sommes assurées / limites .....	15
4.3.4	Période d'assurance .....	15
4.3.5	Franchise .....	16
4.3.6	Principales couvertures .....	16
4.3.7	Principales exclusions .....	16
4.4	Responsabilité civile atteinte a l'environnement .....	17
4.4.1	Assurés .....	17
4.4.2	Nature des garanties .....	17
4.4.3	Sommes assurées / limites .....	17
4.4.4	Période d'assurance .....	17
4.4.5	Franchise .....	17
4.4.6	Principales couvertures .....	17
4.4.7	Principales exclusions .....	18
4.5	Assurance Dommages Ouvrages (ouvrages soumis uniquement) .....	18
4.6	Dommages aux biens & pertes frais supplementaires de fonctionnement	18
4.6.1	Assurés .....	18
4.6.2	Objet de l'assurance .....	19
4.6.3	Nature des garanties .....	19
4.6.4	Montants de garantie .....	19
4.6.5	Franchises .....	19
4.6.6	Période d'assurance .....	20
4.6.7	Mode de fonctionnement .....	20
4.6.8	Principales couvertures .....	20
4.6.9	Principales exclusions .....	20

5	PROGRAMME DES ASSURANCES SOUSCRITES PAR LES AUTRES INTERVENANTS.....	21
5.1	assurances apportées par les constructeurs – concepteurs.....	21
5.1.1	Des polices d'assurance « Responsabilité Civile»	21
5.1.2	Une police d'assurance « Responsabilité Civile décennale » pour les ouvrages soumis à l'obligation légale d'assurances	23
5.1.3	Une police d'assurance « Responsabilité Civile professionnelle »	24
6	BUDGETS D'ASSURANCES (TABLEAU PAR TYPE DE POLICES).....	24

## **1 EXPOSE DES HYPOTHESES DE TRAVAIL**

---

### **Description des valeurs du projet**

Le programme d'assurances, phase construction, est fondé sur les valeurs de projet correspondant aux Coûts d'investissement (hors coûts propres du Titulaire).

Ont également été pris en comptes les frais financiers, supportés par le Titulaire liés à un retard consécutif à un sinistre indemnisable soit au titre de la police Tous Risques Chantier (TRC) en phase de construction soit au titre de la police Dommages aux Biens en phase de fonctionnement.

Il a aussi été retenu, pour la seule phase de construction, la valeur des ouvrages et équipements remis à l'Etat et aux Collectivités territoriales ou à des gestionnaires tiers, à l'issue de leur réalisation.

En phase de fonctionnement, l'assiette des biens assurés est défalquée des investissements de phase construction du Titulaire (acquisitions foncières, archéologie, libération d'emprises, ...), du poste rétablissement des chaussées, des essais, des mobiliers et outillages de maintenance et des composantes « installations, décapages et déblais mis en décharge » du poste terrassement.

Le programme d'assurances tient compte de la Tranche Conditionnelle (Police TRC et police de responsabilité civile décennale pour Ouvrages Soumis).

### **Considérations relatives aux responsabilités des intervenants**

En phase de fonctionnement, il a été tenu compte des dispositions de l'article 36.1 du Contrat de Partenariat, selon lesquelles les dommages liés aux activités de gestion du trafic et des circulations imputables à DCF ou à ses sous-contractants et ceux liés aux activités d'entretien, de maintenance et de fonctionnement des installations GSM-R ne relèvent pas de la responsabilité du Titulaire et ne sont donc pas couvertes par les assurances de ce dernier.

Le Titulaire ne possèdera pas de trains d'exploitation et n'en exploitera pas en propre. Les Entreprises Ferroviaires resteront pleinement responsables des conséquences liées à un défaut du matériel roulant ou d'une défaillance du personnel employé par leurs soins.

En phase de construction, le Titulaire veillera à ce que les responsabilités en cas d'accident du fait d'une défaillance du train testeur restent à la charge du propriétaire - loueur du dit train. Le Titulaire fera en sorte que les constructeurs assument, en cas d'accident, les responsabilités liées à une défaillance de l'ouvrage construit.

La police TRC couvrira les éventuels dommages aux ouvrages et fera un recours dans le seul cas où la responsabilité du propriétaire – loueur de train est engagée. Le Titulaire veillera à ce que les polices RC des constructeurs soient mobilisables au cas où leur responsabilité est engagée dans le cadre d'un dommage au train testeur, suite, par exemple, à une défaillance de l'ouvrage construit.

La police TRC comporte un volet garantie « maintenance – constructeur » de 24 mois à compter de la mise à disposition de la ligne qui couvrira, durant cette période, tous dommages trouvant leur origine dans une erreur de réalisation, une erreur de conception ou encore un vice de matériau de la phase de construction. Il s'agit là d'une protection forte présente pendant les deux premières années post mise à disposition de la ligne durant lesquelles statistiquement se révèlent, lorsqu'ils existent, la plupart des défauts de construction.

De même, le programme d'assurance de Responsabilité Civile du Titulaire est dimensionné en regard de la sous-traitance, par le Titulaire, en phase construction, de la totalité de la réalisation des études et travaux au groupement des constructeurs.

Ce groupement des constructeurs est constitué sous forme de Groupement d'Intérêt Economique, chacun de ses membres étant solidairement responsable légalement des autres membres et ce également pour ce qui concerne leur responsabilité décennale de constructeur pour des dommages pouvant affecter les ouvrages neufs dans les conditions et selon les dispositions des articles 1792 et suivants du Code Civil.

Les ouvrages composant la Tranche Ferme du contournement ferroviaire de Nîmes et de Montpellier relèvent de la catégorie des infrastructures ferroviaires qui ne sont pas soumises à l'obligation légale d'assurance de responsabilité décennale en application de l'article L243-1-1 du Code des Assurances (les Ouvrages Non Soumis).

Il n'est donc pas souscrit d'assurance décennale pour ces ouvrages, les constructeurs assumant la dite responsabilité au titre des dispositions des articles 1792 et suivants du Code Civil qui sont d'ordre public le Titulaire prévoyant dans le contrat de construction d'appeler en garantie les constructeurs qui ont décidé d'être leurs propres assureurs pour couvrir d'éventuels désordres qui relèveraient de la responsabilité décennale notamment pour les ouvrages de génie civil de la Ligne ferroviaire (Ouvrages Non Soumis).

Les ouvrages composant la Tranche Conditionnelle relatifs à la gare nouvelle de Montpellier (quais, appuis de dalle de couverture supportant de futurs ouvrages de bâtiments) relèvent de la catégorie des Ouvrages Soumis à l'obligation d'assurance décennale. Par ailleurs, certains ouvrages isolés et disséminés le long du contournement ferroviaire de Nîmes et de Montpellier tels que les bâtiments administratifs et les locaux techniques ou de services, etc.... seront également soumis à obligation légale d'assurance de responsabilité décennale (les Ouvrages Soumis). Pour ces ouvrages, le Titulaire veillera à ce que le GIE des constructeurs souscrive une assurance de responsabilité civile décennale.

S'agissant des Ouvrages Soumis de la Tranche Conditionnelle et compte tenu de la valeur globale de l'opération de construction de la future gare nouvelle de Montpellier qui dépassera largement la valeur de 15 M€, le Titulaire veillera à ce que les constructeurs apportent une assurance de responsabilité civile décennale avec un montant garanti de 15 M€ qui servira de 1<sup>ère</sup> ligne étant précisé que le maître d'ouvrage, en charge de la réalisation de la gare nouvelle et des futurs ouvrages immobiliers, devra souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) qui viendra en deuxième ligne en excédent de la police de responsabilité décennale de 1<sup>ère</sup> ligne mise en place par les constructeurs.

En cas de dommages de nature décennale affectant un ouvrage de la Tranche Ferme ou de la Tranche Conditionnelle, le Titulaire fera en sorte que les dommages immatériels consécutifs relèvent de la responsabilité des constructeurs.

### **Planning global du projet**

Le programme d'assurances décrit ci-après prend en compte :

- L'ouverture de la Ligne au mois de novembre 2017,
- Une durée réalisation travaux de 63 mois dont 17 mois de préparation.

## **2 COMPREHENSION DES RISQUES ASSURABLES DU PROJET**

---

L'analyse des risques du projet est effectuée sur la base de la description des scénarios de risques établie par les techniciens du projet, d'une part pour la phase construction, et d'autre part pour la phase de fonctionnement.

Ces scénarios ont été validés par le conseiller technique des Prêteurs (société Capita Symonds).

Le montage assurance proposé et les montants de garanties fixés permettent de faire face aux scénarios de risques développés par les techniciens.

## **3 SCHEMA GENERAL DE L'ASSURANCE RESPONSABILITE CIVILE – MONTAGE PROPOSE**

---

Le Titulaire propose d'optimiser la gestion d'assurance en matière de responsabilité civile en fonction des responsabilités supportées par le GIE constructeur en s'appuyant sur les polices d'assurance RC des différents membres le composant, filiales des quatre grands groupes français suivants : Bouygues Construction, Colas, Alstom et Spie batignolles.

En phase construction : la responsabilité des dommages et préjudices causés aux tiers du fait des travaux et des études est reportée par le Titulaire via le contrat de Conception Construction sur le GIE constructeur et ses membres. En phase de construction, la responsabilité civile du Titulaire peut donc être qualifiée de résiduelle, la garde des ouvrages durant cette phase étant à la charge du GIE constructeur..

En phase de fonctionnement, la responsabilité des dommages et préjudices causés aux tiers du fait de l'activité de fonctionnement, d'entretien - maintenance est reportée par le Titulaire sur son prestataire en charge d'entretenir, maintenir et renouveler la Ligne, la société de fonctionnement, d'entretien et de renouvellement (SFER).

Par ailleurs, le Titulaire n'assume pas l'activité de transporteur (ni passagers, ni fret).

Le Titulaire assume principalement en phase de fonctionnement les risques inhérents à la garde juridique des ouvrages et à l'atteinte à l'environnement, , qui ne résulteraient ni d'une faute d'exploitation ni d'une faute d'entretien – maintenance, ni d'une responsabilité de nature décennale des constructeurs.

Bien qu'en phase de fonctionnement, la responsabilité du Titulaire soit restreinte néanmoins et pour faire face à tout aléa exceptionnel, il a été décidé de fixer un montant garanti de responsabilité civile en très large excédant par rapport au sinistre maximum possible (SMP) développé dans la note de scénarios de risques. Il a aussi été décidé d'intégrer la SFER comme assuré additionnel au titre de la police responsabilité civile souscrite par le Titulaire afin d'égaliser le montant garanti de cette dernière avec celui du Titulaire, y compris dans le cas de l'augmentation du montant garanti si la Tranche Conditionnelle est officialisée.

Pour effectuer la réalisation de la conception et des travaux de la Ligne, le Titulaire fait appel à plusieurs constructeurs formant le GIE Constructeur (), ses membres appartenant à des groupes distincts (Groupe Bouygues, Groupe Colas, Groupe Spie batignolles, Groupe Alstom). Le GIE et chacun de ses membres peut

ainsi bénéficier de la propre police annuelle de responsabilité civile de chaque Groupe, ce qui est avantageux pour le Projet. En effet tant en terme de couverture du risque RC qu'en terme économique, la meilleure formule d'assurance consiste à utiliser les polices Responsabilité Civile (RC) des quatre groupes plutôt que de souscrire une police spécifique de projet (laquelle n'apporterait pas des garanties aussi étendues tant en nature qu'en montant ou encore en terme la couverture du risque avant et après mise à disposition de la Ligne).

- En conséquence, le Titulaire exigera de son sous contractant constructeur que Les polices de responsabilité civile des différents Groupes présentent chacune un montant garanti par sinistre de 30 M€ minimum et couvrent aussi l'infiltration, la pollution et la contamination soudaines et accidentelles, avec une sous-limite d'au moins 7.5 M€.

Pour couvrir sa responsabilité résiduelle, en phase construction, le Titulaire souscrira :

- Une police RC d'un montant de 10 M€ à son bénéfice, celui de RFF et de la SFER, dès la phase de construction.

Pour couvrir sa responsabilité en phase de fonctionnement, le Titulaire souscrira :

- Une police RC atteintes à l'environnement d'un montant de 10 M€ par sinistre et en cumulé, à compter de la date de démarrage de la phase de fonctionnement.

Pour couvrir sa responsabilité de gardien d'ouvrages durant la phase de fonctionnement, le Titulaire souscrira :

- Une police RC d'un montant de 100 M€ à son bénéfice, celui de RFF et de la SFER, à compter de la date de démarrage de la phase de fonctionnement.
- Dans le cas où la Tranche Conditionnelle est officialisée, le montant de la garantie garanti sera porté de 100 M€ à 200 M€.

Enfin, il est également souscrit une police Responsabilités Civile Mandataires Sociaux afin de couvrir la responsabilité inhérente des personnes siégeant dans le Conseil d'Administration du Titulaire.

## **4 PROGRAMME DES ASSURANCES SOUSCRITES PAR LE TITULAIRE**

---

Le Titulaire souscrit les assurances suivantes :

- Une assurance de chose : la police Tous Risques Chantier (TRC), en phase construction,
- Une assurance transférant le risque de perte financière du Titulaire ou de son sous contractant constructeur: la police Pertes Frais Financiers Anticipées (PFFA), en phase construction,
- Une assurance de responsabilité du Titulaire : Responsabilité Civile « travaux » (RC), en phase construction et Responsabilité Civile « d'activité » (RC) en phase de fonctionnement,



- Une assurance RC Atteintes à l'environnement, en phase de fonctionnement,
- Une assurance Dommages aux biens et Pertes Frais financiers Supplémentaires de Fonctionnement, en phase de fonctionnement,
- Une assurance Responsabilité Civile Mandataires Sociaux.

#### 4.1 TOUS RISQUES CHANTIER & PERTES FRAIS FINANCIERS ANTICIPEES

##### 4.1.1 ASSURES

###### 4.1.1.1 Volet Tous Risques Chantier (TRC)

Le Titulaire (souscripteur et assuré) prendra les dispositions nécessaires pour que soient assurés au titre de cette police TRC tous les intervenants dans la limite de leurs interventions, à savoir :

- RFF, ses représentants,
- Les constructeurs, leurs sous-traitants, ainsi que les fournisseurs pour leur activité sur site,
- Les architectes, les bureaux d'études, les ingénieurs conseils,
- Les prêteurs.
- La SFER dans les limites des missions qui lui sont dévolues en phase de réalisation-construction.

###### 4.1.1.2 Volet Pertes Frais Financiers Anticipées (PFFA)

Le Titulaire et les Prêteurs.

##### 4.1.2 NATURE DES GARANTIES

###### 4.1.2.1 Volet Dommages

L'assurance a pour but de couvrir tous dommages matériels affectant l'ensemble des biens assurés, en ce compris les dommages consécutifs à une erreur de réalisation, une erreur de conception ou encore un vice de matériau, en ce compris la partie viciée elle-même.

Les garanties porteront également sur la totalité des matériaux et fournitures, matériels et équipements se trouvant sur le site d'installation et destinés à être incorporés à l'ouvrage, ainsi que sur les biens existants se trouvant dans l'emprise de la Ligne.

###### 4.1.2.2 Volet Pertes Frais Financiers Anticipées

Garantie des préjudices financiers (portage des frais financiers liés à un décalage des remboursements d'emprunts et frais fixes) du fait d'un retard de la mise à disposition de la Ligne consécutif à un dommage matériel couvert par le volet Dommages de la police TRC.

#### 4.1.3 SOMMES ASSUREES / PRINCIPALES LIMITES

➤ Phase Travaux :

- ✓ A hauteur d'un premier risque de 50 M€ par évènement sans pouvoir excéder 200 M€ épuisables sur la durée de la police, avec une sous – limitation de 10 M€ par sinistre s'agissant de la garantie des Biens Existants. Une sous-limitation de 5 M€ par sinistre (20 M€ cumulés) sera également appliquée pendant la durée de la phase de travaux préliminaires.
- ✓ A hauteur de 10 M€ s'agissant des dommages aux existants.

➤ Pertes Frais Financiers Anticipées :

- ✓ 40 M€ sur une période d'indemnité de 6 mois, compte tenu des scénarios de risques raisonnablement envisageables.

#### 4.1.4 PERIODE D'ASSURANCE

Première période :

A compter de la date de démarrage des travaux jusqu'à la date de mise à disposition de la Ligne. Nota : la date de mise à disposition correspondra également à la prise d'effet des garanties de la phase de fonctionnement pour éviter tout décalage de couverture.

Deuxième période :

24 mois maximum de garantie « maintenance constructeur ». Cette extension de couverture couvre tant les dommages causés aux ouvrages (ouvrages de génie civil et équipements ferroviaires) dans le cadre d'une ré-intervention des entreprises de construction que les dommages trouvant leur origine dans une erreur de réalisation, une erreur de conception ou encore un vice de matériau de la phase de construction.

Elle débutera à la date de mise à disposition de la Ligne.

#### 4.1.5 FRANCHISES

➤ Dommages aux travaux :

En matière de génie civil :

- ✓ Dommages consécutifs à des vices, défauts ou erreurs de conception, de mise en œuvre et de matière : 500 000 € par sinistre,
- ✓ Dommages causés pendant la période d'essais : 500 000 € par sinistre,
- ✓ Dommages causés par les événements naturels : 250 000 € par sinistre,
- ✓ Tout autre dommage : 100 000 € par sinistre.

En matière d'équipements ferroviaires :

- ✓ Dommages consécutifs à des vices, défauts ou erreurs de conception, de mise en œuvre et de matière 250 000 € par sinistre,
- ✓ Dommages causés pendant la période d'essais : 250 000 € par sinistre,
- ✓ Dommages causés par les événements naturels : 125 000 € par sinistre,
- ✓ Tout autre dommage : 50 000 € par sinistre.

➤ Pertes Frais Financiers Anticipées : 60 jours par sinistre.

#### 4.1.6 PRINCIPALES COUVERTURES

- Garantie « maintenance constructeur » de 24 mois,
- Principales couvertures TRC :
  - ✓ Frais relatifs à l'enlèvement des biens assurés et des débris,
  - ✓ Frais de fret et/ou d'expédition accélérée,
  - ✓ Clause d'engagement automatique 120%,
  - ✓ Honoraires d'architectes et/ou d'experts et/ou d'ingénieurs,
  - ✓ Reconstitution automatique de la somme assurée,
  - ✓ Transports intérieurs,
  - ✓ Stockages hors Site,
  - ✓ Plans – Spécifications,
  - ✓ Clause 72 heures,
  - ✓ Assurance transports maritimes clause 50/50,
  - ✓ Grèves, émeutes,
  - ✓ Périls imminents et frais de sauvetage,
  - ✓ Couverture des dommages résultant d'une faute de conception, fabrication et matière, y compris les frais de réparation ou remplacement de la partie viciée à l'origine des dommages s'agissant des ouvrages de génie civil (exclusion DE5 ou LEG3 ou équivalent),
  - ✓ Assurance de première ligne,
  - ✓ Clause « Autorités Publiques ».

Certaines couvertures pourront faire l'objet de sous-limites de garantie qui seront déterminées en fonction des propositions d'assurances.

- Principales couvertures PFFA :
  - ✓ Interdiction d'accès,
  - ✓ Honoraires professionnels et frais de justice,
  - ✓ Extension aux fournisseurs,
  - ✓ Services Publics,
  - ✓ Désignation d'un comptable, expert,
  - ✓ Clause « Autorités Publiques ».

#### 4.1.7 PRINCIPALES EXCLUSIONS

➤ TRC principales exclusions :

- ✓ Guerre et assimilés,
- ✓ Contamination par radioactivité,
- ✓ Pénalités de retard, amendes, garanties de performance et dommages immatériels,
- ✓ Perte d'inventaire,
- ✓ Détérioration, corrosion ou usure normale ou progressive,
- ✓ Perte d'espèces, billets de banque, et autres instruments monétaires...,
- ✓ Coûts d'entretien normal ou de préservation en bon état,
- ✓ Engins fluvio-maritimes et aériens,
- ✓ Engins et équipements de chantier,
- ✓ Transport par mer ou air,
- ✓ Travaux de pieux exclusions spécifiques (désalignement, obstruction, abandon,...).

➤ PFFA Principales exclusions :

- ✓ Toute restriction imposée par une autorité Publique,
- ✓ Retard consécutif à la non disponibilité des fonds/capitaux pour la réparation ou le remplacement des biens détruits ou endommagés,
- ✓ Changement résultant d'une perte de permis, autorisation ou accord demandé par une quelconque Autorité Publique,
- ✓ Les exclusions édictées au titre de la TRC en dehors des dommages immatériels/pertes financières,
- ✓ Perte commerciale de licence, contrat de bail,
- ✓ Tous travaux additionnels résultant d'une amélioration des études ou exécutions originelles à la suite de la survenance d'une perte ou dommage assuré au titre de la TRC,
- ✓ Modification, rectification d'un défaut ou d'une erreur (améliorations non couvertes par la TRC).

#### 4.2 RESPONSABILITE CIVILE (PERIODE TRAVAUX)

##### 4.2.1 ASSURES

Le Titulaire prendra les dispositions nécessaires pour que soient assurés dans la limite de leurs interventions, à savoir :

- RFF, ses représentants,
- Le Titulaire et son personnel,
- La SFER et son personnel,

➤ Les prêteurs.

Les garanties seront souscrites à leur bénéfice avec clause de renonciation à recours. Les assurés auront la qualité de tiers entre eux au titre du présent contrat d'assurance.

Le cas échéant, le Titulaire pourra utiliser une police existante et déjà en place chez l'un des membres composant l'actionnariat du Titulaire.

#### 4.2.2 NATURE DES GARANTIES

- Garantie des dommages causés aux tiers du fait de l'exécution du Contrat de Partenariat, y compris pour les dommages aux avoisinants,
- La police comportera un volet faute inexcusable de l'employeur au bénéfice du Titulaire.

#### 4.2.3 SOMMES ASSUREES / LIMITES

Montant garanti de 10 M€ par sinistre tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels).

La police comportera un volet dommages résultant de la faute inexcusable du Titulaire à hauteur de 1.5 M€ par sinistre et par année d'assurance.

#### 4.2.4 PERIODE D'ASSURANCE

A compter de la date de démarrage des travaux jusqu'à la date de mise à disposition de la Ligne.

A cette échéance, elle sera remplacée par une police RC d'activité (Cf. 4.3 ci-dessous).

Il y aura donc continuité de la couverture entre la phase construction et la phase de fonctionnement

#### 4.2.5 FRANCHISE

15 000 € maximum par sinistre pour les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non consécutifs.

#### 4.2.6 PRINCIPALES COUVERTURES

- Responsabilité croisée,
- Infiltration, pollution et contamination soudaine et accidentelle,
- Responsabilité contractuelle,
- Périls imminents et frais de sauvetage.

#### 4.2.7 PRINCIPALES EXCLUSIONS

- Contamination radioactive,

- Guerre et assimilés,
- Pénalités de retard, amendes et garanties de performance,
- Accidents du travail et/ou maladies contractés par les employés des assurés pendant leur période de travail,
- Utilisation de véhicules terrestres à moteur relevant de l'assurance obligatoire,
- Perte ou dommage à des biens dont l'assuré a la possession, la garde ou le contrôle,
- Négligence, erreur ou omission dans le cadre de la responsabilité professionnelle des assurés,
- La propriété, possession, ou utilisation d'un aéronef ou hélicoptère,
- La propriété, possession ou utilisation d'une embarcation maritime ou d'un navire d'une longueur supérieure à 8 m,
- Coûts de réparation ou dommages aux travaux assurés au titre de la police TRC,
- Responsabilité encourue du fait de dommages causés par l'amiante ou tous matériaux en contenant, quelque soit sa forme et/ou quantité,
- Responsabilité du fait d'actes de terrorisme,
- Responsabilité résultant de la violation de droits de brevets,
- Transports par air ou par mer,
- Responsabilités découlant des articles 1792 et s. du Code Civil ou des principes dont ces articles s'inspirent,
- Responsabilité des mandataires sociaux.

#### 4.3 RESPONSABILITE CIVILE (PERIODE DE FONCTIONNEMENT)

##### 4.3.1 ASSURES

Le Titulaire prendra les dispositions nécessaires pour que soient assurés dans la limite de leurs interventions, à savoir :

- RFF, ses représentants,
- Le Titulaire et son personnel,
- La SFER et son personnel,
- Les prêteurs.

Les garanties seront souscrites à leur bénéfice avec clause de renonciation à recours. Les assurés auront la qualité de tiers entre eux au titre du présent contrat d'assurance.

##### 4.3.2 NATURE DES GARANTIES

- L'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de sa Responsabilité, telle qu'elle résulte de toute législation, réglementation, jurisprudence, sentence arbitrale, usages, contrats, pour les dommages causés aux tiers du fait de l'exécution du Contrat de Partenariat, y compris pour les dommages aux avoisinants,
- La police comportera un volet faute inexcusable de l'employeur au bénéfice du Titulaire,
- Le contrat aura pour vocation de couvrir la responsabilité propre du Titulaire ou de la SFER étant précisé que les dommages liés aux activités de gestion de trafic et des circulations imputables à la DCF ou ses co-contractants et ceux liés aux activités d'entretien, de maintenance et de fonctionnement des installations GSM-R ainsi que ceux résultant de l'utilisation de matériels roulants sur la Ligne (rames de TGV ou de fret ou autres) par des Entreprises Ferroviaires ne relèvent pas d'une telle responsabilité et ne sont donc pas couverts par cette assurance,
- Le contrat devra également couvrir les dommages corporels causés aux voyageurs transportés dans les rames TGV des Entreprises Ferroviaires dans le cas où la responsabilité du Titulaire ou de la SFER pourrait être retenue du fait de la défaillance des structures de la Ligne,
- Pour les dommages causés aux Entreprises ferroviaires, le Titulaire et la SFER bénéficient des mêmes limites de responsabilité que RFF en application des dispositions de l'article 36.1 du Contrat de Partenariat,
- La police comportera un volet Dommages Immatériels Non Consécutifs couvrant les dommages, relevant de la responsabilité du titulaire, survenant :
  - ✓ Soit à la suite de dommages corporels et/ou matériels non garantis par le contrat d'assurance,
  - ✓ Soit en l'absence de tout dommage corporel et/ou matériel.

#### 4.3.3 SOMMES ASSUREES / LIMITES

Montant garanti de 100 M€ par sinistre tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels consécutifs).

Ce montant de garantie sera porté à 200 M€ en cas d'officialisation de la Tranche Conditionnelle .

La police comportera un volet dommages résultant de la faute inexcusable du Titulaire à hauteur de 1.5 M€ par sinistre et par année d'assurance.

Elle comportera aussi un volet dommages immatériels non consécutifs de 5 M€ par sinistre.

#### 4.3.4 PERIODE D'ASSURANCE

Le contrat Responsabilité Civile d'activité devra être mis en place à compter de la réception des infrastructures et ouvrages construits, période d'essais achevée, (« Date de mise en à disposition de la Ligne »). Il sera renouvelé annuellement par tacite reconduction sauf dénonciation des parties.

Il y aura donc continuité de la couverture entre la phase construction et la phase exploitation.

#### 4.3.5 FRANCHISE

100 000 € maximum par sinistre pour les dommages corporels, matériels ou immatériels consécutifs ou non consécutifs.

#### 4.3.6 PRINCIPALES COUVERTURES

- Responsabilité croisée,
- Infiltration, pollution et contamination soudaine et accidentelle,
- Responsabilité contractuelle,
- Périls imminents et frais de sauvetage.

#### 4.3.7 PRINCIPALES EXCLUSIONS

- Contamination radioactive,
- Guerre et assimilés,
- Pénalités de retard, amendes et garanties de performance,
- Accidents du travail et/ou maladies contractés par les employés des assurés pendant leur période de travail,
- Utilisation de véhicules terrestres à moteur relevant de l'assurance obligatoire,
- Perte ou dommage à des biens dont l'assuré a la possession, la garde ou le contrôle,
- Négligence, erreur ou omission dans le cadre de la responsabilité professionnelle des assurés,
- La propriété, possession, ou utilisation d'un aéronef ou hélicoptère,
- La propriété, possession ou utilisation d'une embarcation maritime ou d'un navire d'une longueur supérieure à 8 m,
- Coûts de réparation ou dommages aux travaux assurés au titre de la police TRC,
- Responsabilité encourue du fait de dommages causés par l'amiante ou tout matériaux en contenant, quelque soit sa forme et/ou quantité,
- Responsabilité du fait d'actes de terrorisme,
- Responsabilité résultant de la violation de droits de brevets,
- Transports par air ou par mer,
- Responsabilités découlant des articles 1792 et s. du Code Civil ou des principes dont ces articles s'inspirent,
- Responsabilité des mandataires sociaux,
- Responsabilité liée à l'exploitation des ouvrages.



## 4.4 RESPONSABILITE CIVILE ATTEINTE A L'ENVIRONNEMENT

### 4.4.1 ASSURES

Le Titulaire prendra les dispositions nécessaires pour que soient assurés dans la limite de leurs interventions, à savoir :

- RFF, ses représentants,
- Le Titulaire et son personnel,
- Les prêteurs.

Les garanties seront souscrites à leur bénéfice avec clause de renonciation à recours. Les assurés auront la qualité de tiers entre eux au titre du présent contrat d'assurance.

### 4.4.2 NATURE DES GARANTIES

- Les garanties sont souscrites pour les seuls faits susceptibles d'engager la responsabilité du Titulaire,
- Garantie des conséquences pécuniaires en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers, faisant l'objet d'une réclamation et résultant d'une atteinte à l'environnement,
- Les frais d'urgence sont compris dans la garantie (frais engagés à la suite d'une atteinte à l'environnement pour procéder aux opérations immédiates visant à neutraliser, isoler ou éliminer une menace réelle et imminente de dommages garantis).

### 4.4.3 SOMMES ASSUREES / LIMITES

Montant garanti de 10 M€ par sinistre et en cumulé sur l'année, tous dommages confondus (corporels, matériels et immatériels), dont 1 M€ par sinistre et en cumulé pour l'atteinte à l'environnement de nature graduelle, dont 1 M€ par sinistre et en cumulé pour les frais d'urgence.

### 4.4.4 PERIODE D'ASSURANCE

A compter de la date de mise à disposition de la Ligne.

### 4.4.5 FRANCHISE

50 000 € par sinistre.

### 4.4.6 PRINCIPALES COUVERTURES

- Préjudice écologique,
- Infiltration, pollution et contamination soudaine et accidentelle,
- Infiltration, pollution et contamination graduelle,

- Périls imminents et frais d'urgence.

#### 4.4.7 PRINCIPALES EXCLUSIONS

- Contamination radioactive,
- Guerre et assimilés,
- Utilisation de véhicules terrestres à moteur relevant de l'assurance obligatoire,
- Dommages résultant de rejets tolérés/autorisés,
- Réservoirs et canalisations enterrés,
- Faute intentionnelle ; entretien défectueux ou inobservation des prescriptions du Code de l'Environnement délibérés,
- Responsabilité du fait d'actes de terrorisme, attentats, émeutes et assimilés,
- Conséquences pécuniaires de la responsabilité contractuelle des sous-traitants,
- Pertes pécuniaires responsabilité propre environnementale ou relatives aux frais de dépollution des sites projet,
- Responsabilité des mandataires sociaux,
- Responsabilité liée aux activités d'exploitation des ouvrages par les Entreprises Ferroviaires.

#### 4.5 ASSURANCE DOMMAGES OUVRAGES (OUVRAGES SOUMIS UNIQUEMENT)

Le Titulaire est considéré comme une compagnie « Grands risques » et ne souscrira donc pas de police Dommages Ouvrages en relation avec les ouvrages soumis à l'obligation légale d'assurance. Celle-ci n'est donc pas budgétée étant rappelé que l'assurance Dommages Ouvrages n'est qu'une assurance de préfinancement dans le cas des Ouvrages Soumis uniquement, et que le GIE constructeur, co-contractant du Titulaire, assume la responsabilité décennale en application de l'article 1792 et suivants du Code Civil. Le Titulaire veillera à ce que le GIE constructeurs ou ses membres disposent d'une assurance de responsabilité décennale pour les Ouvrages Soumis à hauteur de 15 M€ par sinistre.

Compte tenu de la valeur des travaux effectués sur la gare nouvelle de Montpellier (90 M€) et du fait que ceux-ci s'intègrent dans / supportent de futurs ouvrages immobiliers, d'un montant forcément supérieurs à 15 M€, le maître d'ouvrage, en charge de la réalisation de la gare et des futurs ouvrages immobiliers, devra souscrire un contrat collectif de responsabilité décennale (CCRD) qui servira de deuxième ligne en excédent de la police de responsabilité civile décennale mise en place par les co-contractants du Titulaire.

#### 4.6 DOMMAGES AUX BIENS & PERTES FRAIS SUPPLEMENTAIRES DE FONCTIONNEMENT

##### 4.6.1 ASSURES

Le Titulaire.

Les garanties seront souscrites par le Titulaire ; RFF, et les Prêteurs étant assurés additionnels pour les dommages aux biens.

Nota : il est considéré que RFF ne supporte pas de pertes de revenus en cas de dommages aux biens.

#### 4.6.2 OBJET DE L'ASSURANCE

- La police a pour objet de couvrir les dommages matériels non exclus, d'origine soudaine et imprévue atteignant les seuls biens assurés par le présent contrat ainsi que les frais supplémentaires de fonctionnement du Titulaire.

#### 4.6.3 NATURE DES GARANTIES

##### 4.6.3.1 Dommages aux biens

La garantie porte sur tous les ouvrages d'infrastructures et équipements dont le Titulaire est propriétaire ou gardien ou pour lesquels il s'est engagé à agir. Il s'agit d'une police de type « Tous risques sauf ».

La police inclura un volet vol de matériels en ce compris les dégradations et vandalisme hors tags.

##### 4.6.3.2 Frais supplémentaires de fonctionnement

L'Assureur prend en charge, pendant une période d'indemnisation de 6 mois, compte tenu des scénarios de risques raisonnablement envisageables, les frais supplémentaires subis par le Titulaire lors de l'indisponibilité des biens assurés consécutivement à un sinistre garanti par la police Dommages aux biens.

#### 4.6.4 MONTANTS DE GARANTIE

Dommages aux biens et Frais supplémentaires de fonctionnement combinés : 50 M€ / sinistre et 100 M€ cumulé / an.

Frais supplémentaires de fonctionnement : 15 M€ (combiné avec Dommages aux biens)

Cette valeur prend en compte le fait que le loyer LI1 a un caractère irrévocable et inconditionnel à partir de la date de mise à disposition et le fait que le versement du loyer LI2 n'est pas affecté par la survenance d'un dommage aux biens.

En matière de vol de matériels : 1 M€ par sinistre et en cumulé par an.

#### 4.6.5 FRANCHISES

- Dommages aux biens : 250 000 €,
- Frais supplémentaires/frais financiers : 10 jours s'agissant des autres infrastructures,
- Vol de matériels : 20 000 €.

#### 4.6.6 PERIODE D'ASSURANCE

Le contrat Dommages aux Biens et Pertes Frais supplémentaires de fonctionnement sera mis en place et prendra effet à compter de la date de mise à disposition de la Ligne.

#### 4.6.7 MODE DE FONCTIONNEMENT

Police annuelle à tacite reconduction.

Il sera fait dérogation totale à la règle proportionnelle.

#### 4.6.8 PRINCIPALES COUVERTURES

En matière de Dommages aux biens :

- Frais de fret et/ou d'expédition accélérée,
- Frais professionnels experts, consultants,
- Frais d'enlèvement des débris (sous-limite de 15 M€),
- Clause « Autorité Publique » (sous-limite de 5 M€),
- Reconstitution automatique de la somme assurée,
- Transport intérieur / stockage hors site (sous limite de 1 M€),
- En matière de pertes d'exploitation :
- Extension aux fournisseurs (sous limite de 5 M€),
- Interdiction d'accès (sous limite de 5 M€),
- Services Publics,
- Reconstitution automatique de la somme assurée.

#### 4.6.9 PRINCIPALES EXCLUSIONS

- En matière de Dommages aux biens :
  - ✓ Guerre et assimilés,
  - ✓ Contamination par radioactivité,
  - ✓ Ondes de pression causées par des aéronefs,
  - ✓ Vices caches et défauts ou erreurs de conception, de mise en œuvre et de matière,
  - ✓ Manquants d'inventaire ou disparitions inexpliquées,
  - ✓ Défaut d'entretien et réparation normale,
  - ✓ Perte ou dommage à des véhicules, embarcations marines, navires ou aéronefs,
  - ✓ Perte ou dommage résultant de surcharges ou d'expérimentations,
  - ✓ Détérioration, corrosion ou usure normale ou progressive,

- ✓ Dommages recouvrables au titre de la Garantie Catastrophe Naturelle
- ✓ Tassements normaux, éboulements progressifs, fissurations,
- ✓ Munitions et explosifs de guerre,
- ✓ Changements de nappes souterraines d'eau ou de températures,
- ✓ Transports par air ou mer,
- ✓ Clôtures, portes et ouvrants mobiles,
- ✓ Affaissement, soulèvement ou glissement de terrains, (hors origine liée à un évènement garanti),
- ✓ Pollution ou contamination,
- ✓ Dommages de nature esthétique,
- ✓ Dommages aux plantations, reconstitutions paysagères.

➤ En matière de frais supplémentaires de fonctionnement :

- ✓ Toute restriction imposée par une autorité Publique,
- ✓ Retard consécutif à la non disponibilité de fonds / capitaux pour la réparation ou le remplacement des biens détruits ou endommagés,
- ✓ Perte commerciale de licence, contrat de bail,
- ✓ Les exclusions édictées au titre de la police Dommages aux biens en dehors des dommages immatériels / pertes financières,
- ✓ Changement résultant d'une perte de permis, autorisation ou accord demandé par une quelconque Autorité Publique.

Lors de la consultation des assureurs, le Titulaire examinera, dans la mesure du possible, en fonction de l'état du marché de l'assurance au moment de la Mise à Disposition de la Ligne et en tenant compte des budgets alloués, les possibilités d'amélioration des dispositions ci-dessus visées.

## **5 PROGRAMME DES ASSURANCES SOUSCRITES PAR LES AUTRES INTERVENANTS**

---

### **5.1 ASSURANCES APPORTEES PAR LES CONSTRUCTEURS – CONCEPTEURS (MEMBRES DU GIE CONSTRUCTEUR)**

#### **5.1.1 UNE POLICE D'ASSURANCE « RESPONSABILITE CIVILE »**

Le Titulaire fera en sorte que dès le démarrage de la phase de développement du projet chaque entreprise intervenante dans le cadre du projet, au sein du GIE formant le groupement des constructeurs possède sa propre assurance Responsabilité Civile (RC) ou bénéficie de celle du Groupe auquel elle est affiliée, d'un montant minimum de 30 M€ par sinistre tous dommages confondus

Le Titulaire veillera à ce que chacun des membres du GIE fournisse une attestation d'assurance, en cours de validité, comportant les mentions requises et en fournira une copie à RFF. Cette requête sera renouvelée, en tant que de besoin, durant toute la période d'assurance définie ci-dessous.

➤ En appliquant ce montage, le Titulaire envisage ainsi :

- ✓ D'une part de responsabiliser le GIE Constructeur et ses membres qui verront leur sinistralité propre s'aggraver en cas de sinistre, ce qui doit les inciter à la prudence et à une gestion en bon père de famille lors de l'exécution des travaux,
- ✓ D'autre part, de répondre aux scénarios de risques raisonnablement envisageables, en relation avec la note de scénarii de risques.

Le Titulaire veillera à ce que chaque contrat d'assurance des groupes auxquels sont affiliés les membres du GIE constructeur intègre les dispositions suivantes :

#### 5.1.1.1 Objet de l'assurance

L'Assureur garantit l'Assuré contre les conséquences pécuniaires de sa responsabilité, telle qu'elle résulte de toute législation, réglementation, jurisprudence, sentence arbitrale, usages, contrats, dans tous les cas où elle viendrait à être recherchée, en raison des dommages causés aux tiers (en ce compris le Titulaire et RFF), du fait, au cours ou à l'occasion des ses activités. Le contrat aura pour vocation de couvrir la responsabilité propre du membre du groupement constructeur concerné.

#### 5.1.1.2 Période d'assurance

Le contrat Responsabilité Civile devra être mis en place / exister à compter de la date de démarrage des activités du groupement constructeur. Il devra être renouvelé annuellement tant pendant la période de construction que durant les 10 ans suivant la date de Mise à Disposition de la Ligne.

#### 5.1.1.3 Montant des garanties

Dommages corporels, matériels et immatériels : minima de 30 M€ par sinistre tous dommages confondus.

Pollution accidentelle et soudaine : 7.5 M€ par sinistre.

#### 5.1.1.4 Franchises

Tous Dommages : 100 000 € maximum par sinistre. Ce niveau sera maintenu au long de la période d'assurance, pour autant que le marché de l'assurance le permette à un coût raisonnable.

#### 5.1.1.5 Mode de fonctionnement

Police annuelle à tacite reconduction.

#### 5.1.1.6 Principales couvertures (extensions)

➤ Dommages / atteintes accidentelles à l'environnement,

- Dommages immatériels, et notamment ceux consécutifs à un sinistre décennal,
- Faute inexcusable.

#### 5.1.1.7 Principales exclusions

- Contamination radioactive,
- Guerre et assimilés,
- Pénalités de retard, amendes et garanties de performance,
- Accidents du travail et/ou maladies contractés par les employés des assurés pendant leur période de travail,
- Utilisation de véhicules terrestres à moteur relevant de l'assurance obligatoire,
- Négligence, erreur ou omission dans le cadre de la responsabilité professionnelle des assurés,
- La propriété, possession, ou utilisation d'un aéronef ou hélicoptère,
- Coûts de réparation ou dommages aux travaux assurés au titre de la police TRC,
- Responsabilité encourue du fait de dommages causés par l'amiante ou tout matériaux en contenant, quelque soit sa forme et/ou quantité,
- Responsabilité du fait d'actes de terrorisme,
- Responsabilité résultant de la violation de droits de brevets,
- Transports par air ou par mer,
- Responsabilités découlant des articles 1792 et s. du Code Civil ou des principes dont ces articles s'inspirent,
- Responsabilité des mandataires sociaux.

#### 5.1.1.8 Attestations d'assurance

Les attestations d'assurance devront émaner des assureurs (et non des courtiers), mentionner nominativement les membres du GIE assurés et comporter les mentions suivantes : les activités couvertes par la police, le détail et montants des garanties de la police (dommages corporels, dommages matériels, dommages immatériels consécutifs et non consécutifs) et le niveau de franchise applicable.

#### 5.1.2 UNE POLICE D'ASSURANCE « RESPONSABILITE CIVILE DECENNALE » POUR LES OUVRAGES SOUMIS A L'OBLIGATION LEGALE D'ASSURANCES

Le Titulaire veillera à la mise en place par le GIE constructeur d'une police Responsabilité Civile décennale pour les Ouvrages Soumis de 1<sup>ère</sup> ligne selon les conditions suivantes :

Cette police garantira, pendant 10 ans à compter de la date de réception des ouvrages concernés, les conséquences de la responsabilité décennale pouvant incomber légalement au GIE constructeur, à raison de tous dommages causés à l'ouvrage (« Ouvrages Soumis ») l'atteignant dans sa solidité ou le rendant impropre à sa destination ainsi que le cas des dommages affectant la solidité des éléments d'équipement de l'ouvrage (« Ouvrages Soumis ») quand ceux-ci font indissociablement corps avec les ouvrages de viabilité, de fondation, d'ossature, de clos ou de couvert.

Cette assurance concerne uniquement les Ouvrages Soumis à l'obligation légale d'assurance.

Devront être considérés comme assurés au titre de cette police les constructeurs, les architectes, les bureaux d'études, bureau de contrôle, leurs sous-traitants.

Par ailleurs, tous les intervenants à l'acte de construire devront être titulaires d'une garantie pour les dommages immatériels consécutifs à la responsabilité civile décennale.

Concernant les Ouvrages Soumis de la Tranche Conditionnelle, la police apportera un montant garanti de 10 M€, une police de type CCRD (Contrat Collectif de Responsabilité Décennale) étant à mettre en place en complément par le maître d'ouvrage de la gare nouvelle de Montpellier.

Le cas échéant, il pourra être substitué à une police unique, une police fournie individuellement par chacun des membres du GIE constructeur, en veillant à ce que ces derniers vérifient également que les architectes, les bureaux d'études, le bureau de contrôle, les sous-traitants du GIE constructeur soient dûment assurés.

### 5.1.3 UNE POLICE D'ASSURANCE « RESPONSABILITE CIVILE PROFESSIONNELLE »

Le Titulaire veillera à ce que toute entreprise intervenante dans le cadre du groupement de conception - maîtrise d'œuvre, sous-traitant du GIE constructeur -, ainsi que tout sous-traitant ou consultant (architecte, maître d'œuvre, bureau d'étude, conseil technique....) du groupement de conception - maîtrise d'œuvre, possède sa propre assurance Responsabilité Civile Professionnelle dès lors que cette entreprise participe à la maîtrise d'œuvre particulière de production documentaire de conception du projet. Le montant garanti devra être a minima de 5 M€.

## 6 BUDGETS D'ASSURANCES (TABLEAU PAR TYPE DE POLICES)

Les budgets pris en compte en matière d'assurances sont les suivants (cas de base avec voie ballast) :

➤ En phase construction :

POLICE	SOUSCRIPTEUR(S)	BUDGET
TRC (Tr ferme)	Titulaire	4.9 M€
TRC (Tr conditionnelle)	Titulaire	0.1 M€



PFFA	Titulaire	0.5 M€
RC du Titulaire (10 M€)	Titulaire	0.33 M€
RC Mandataires Sociaux	Titulaire	0.06 M€
RC des intervenants constructeurs (30 M€)	GIE constructeur	Inclus dans coût projet
RC Décennale ouvrages soumis	GIE constructeur	Inclus dans coût projet
RC professionnelle	Intervenants faisant de la conception	Inclus dans coût projet

Les budgets sont établis toutes charges Cat Nat et GAREAT et taxe d'assurance incluses.

➤ En phase de fonctionnement :

POLICE	SOUSCRIPTEUR(S)	BUDGET (annuel)
Dommmages aux Biens Tranche Ferme	Titulaire	0.52 M€
Dommmages aux Biens Tranche Conditionnelle	Titulaire	0.02 M€
PFF	Titulaire	Inclus dans budget police dommage aux biens
RC Titulaire et SFER (100 M€)	Titulaire	0.76 M€
RC Titulaire et SFER si Tranche conditionnelle (passage à 200 M€)	Titulaire	+ 0.2 M€
RC atteinte à l'environnement (10 M€)	Titulaire	0.03 M€
RC mandataires Sociaux	Titulaire	0.01 M€

Les budgets sont établis toutes charges Cat Nat et GAREAT et taxe d'assurance incluses.

Toutes les valeurs de primes citées ci-dessus correspondent aux coûts d'assurance initiaux exprimés en valeur juillet 2011, sont des estimations établies en regard du marché de l'assurance actuel et sont sujettes à de possibles variations au moment du placement et n'incluent aucune provision pour inflation (ou modification de taxes ou de taux GAREAT ou CATNAT).